

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
3, Avenue des Langories  
26000 VALENCE

Valence, le 20 mai 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **Société OTND**

960, chemin des Agriculteurs  
B.P. 45  
26701 PIERRELATTE

Références : 20220517-RAP-DAEN0393

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2022 dans l'établissement OTND implanté 960, chemin des Agriculteurs B.P. 45 26701 PIERRELATTE. L'inspection a été annoncée le 15/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure de fin décembre 2021. L'exploitant avait jusqu'au 27 mars 2022 pour se mettre en conformité par rapport à l'activité nucléaire présente sur le site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OTND
- 960, chemin des Agriculteurs B.P. 45 26701 PIERRELATTE
- Code AIOT dans GUN : 0010300148
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site SOGEVAL est exploité par la société OTND, il emploie une cinquantaine de personnes.

Ses domaines d'activité sont les suivants :

- entreposage et traitement de déchets radioactifs TFA (très faible activité) et FA (faible activité),
- détention, décontamination et maintenance de matériels contaminés par des radionucléides.

Les prestations réalisées par OTND sont les suivantes :

- prise en charge des déchets directement chez le producteur,
- étude et choix des meilleures filières technico-économiques,
- traitement des déchets en vue de leur déclasserment et/ou de leur acceptation vers les filières (réduction du volume, blocage de poussières et boues, découpe, décontamination),
- rédaction des dossiers d'acceptation et de transport vers l'ANDRA.

Le site comporte une partie historique (SOGEVAL 1) et une partie récente (SOGEVAL 2).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suite de la dernière inspection de novembre 2021 ;
- activité du site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
6 - suite INSP2019- constat 5 - durée limite d'entreposage	Code de l'environnement du 12/02/2016, article L542-1-1	/	Prescriptions complémentaires

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données
3-Vérifications périodiques des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/02/2017, article 7.3-3	Pas de suites administratives
4 - Protection contre la foudre des installations	Arrêté Préfectoral du 06/02/2017, article 7.3-4	Pas de suites administratives
5 - Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 06/02/2017 article : 4.3-5	Pas de suites administratives

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données
1-Situation administrative- activités autorisées	Arrêté Préfectoral du 19/10/2018, article 1.2-1	Avec suites administratives : Mise en demeure, respect de prescription
2-Suite INSP 2019 – constat 2- sécurité incendie	Arrêté Préfectoral du 06/02/2017, article 7.4-2	Pas de suites administratives

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection fait suite à l'inspection de novembre 2021 où une mise en demeure avait été réalisée. L'exploitant a fait évacuer le colis problématique et le coefficient d'activité nucléaire du site est revenu dans les limites autorisées.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 décembre 2021 est ainsi respecté.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : 1- Situation administrative- activités autorisées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2018, article 1.2-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, activité autorisée
<b>Point de contrôle transféré:</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 04/11/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 21/03/2022</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Vérification de l'activité radiologique présente sur le site.</p> <p><b>Constat précédent :</b> Le site de SOGEVAL est autorisé à la présence de radioactivité en fonction d'un coefficient calculé comme indiqué par le Code de la Santé Publique. Ce coefficient autorisé est de <math>Q = 2,00.E+07</math> pour l'établissement entier. Il est sectorisé comme suit : Pour le bâtiment 1 : <math>Q_{sog1} = 1,20.E+07</math> dont les cellules <math>Q_c = 7,80.E+06</math> Pour le bâtiment 2 : <math>Q_{sog2} = 1,00.E+07</math> SOGEVAL a reçu sur son site un colis dont l'activité nucléaire était plus importante que prévu. Ce colis représente à lui seul un coefficient <math>Q_{colis} = 7,72.E+06</math>. Ce colis de déchets fait dépasser le coefficient <math>Q</math> de là où il se situe (bâtiment ou cellule). Le jour de l'inspection le colis se situait dans le bâtiment 2, le coefficient <math>Q_2</math> était de <math>1,06.E+07</math>, soit <math>0,06.E+07</math> de plus qu'autorisé : dépassement de 6%.</p> <p>L'exploitant a fait en sorte d'évacuer un maximum d'activité afin de toujours respecter son coefficient global <math>Q_{établissement}</math> (<math>1,31.E+07</math> le jour de l'inspection <math>&lt; 2.E+07</math>).</p> <p>Toutefois, afin de respecter les coefficients <math>Q_{sog1}</math>, <math>Q_{sog2}</math> et <math>Q_c</math> tout en pouvant continuer à travailler, l'exploitant doit évacuer le colis problématique ou demander une augmentation temporaire de ses coefficients pour le traiter, sans dépasser le coefficient global. Pour cela, un porter-à-connaissance devra être réalisé auprès de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a fait évacuer le colis problématique le 15 avril 2022 après plusieurs études et prélèvements obligatoires pour le transporter. L'activité du jour sur le site est : <math>Q_{site} : 5,1.E+06 (&lt; 2.E+07)</math> <math>Q_{sog1} : 2,3.E+06 (&lt; 1,20.E+07)</math> dont <math>Q_c : 2,16.E+06 (&lt; 7,80.E+06)</math> <math>Q_{sog2} : 2,8E+06 (&lt; 1,00.E+07)</math></p> <p>La non-conformité liée au dépassement du coefficient de l'activité nucléaire du site est levée. Le site respecte dorénavant la prescription de l'article 1.2-1 de l'arrêté préfectoral du 19/10/2018 n°2018326-0014. L'injonction de la mise en demeure du 20 décembre 2021 a été exécutée par l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite administrative
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 2- Suite INSP 2019 – constat 2- sécurité incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2017, article 7.4-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification périodique
<b>Point de contrôle transféré:</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 04/11/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : sans suite administrative</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 6 mois</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de conduite et des dispositifs de sécurité.</p> <b>Précédent constat :</b> <p>Le dernier contrôle périodique des moyens d'intervention incendie date du 20/7/2021. Il ne ressort aucune non-conformité, seule une observation sur la création d'une purge est inscrite (élément pris en compte par l'exploitant). Le dernier contrôle périodique des moyens de détection Incendie indique des non-conformités. L'exploitant a pris en compte ces remarques et des travaux sont en cours.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a finalisé les travaux du système de détection incendie et a fait procéder à une vérification du système Incendie les 20/12/2021 et 03/02/2022. Le rapport de l'organisme agréé indique que "le système est pleinement fonctionnel".</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite administrative
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 3- Vérifications périodiques des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2017, article 7.3-3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification périodique
<b>Point de contrôle transféré:</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 04/11/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : sans suites administratives</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 6 mois</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations électriques et les mises à la terre doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <b>Précédent constat :</b> <p>Le dernier contrôle périodique complet des installations électrique date du 27/06/2019. Il comporte 46 non-conformités. Depuis l'exploitant a fait effectuer des travaux de mise aux normes et a fait réaliser seulement des contrôles partiels pour lever certaines des non-conformités.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les travaux ont été effectués et un organisme agréé est venu réaliser le contrôle périodique. Si les non-conformités majeures du précédent contrôle ont été levées (46), d'autres ont été soulevées (115). Selon l'exploitant, cette différence est due au changement d'entreprise de vérification. 26 NC de 2022 sont classées de type « urgence 1 ». Le jour de l'inspection, 24 sont levées. Au total, il reste 69 NC à lever dont 2 « urgence 1 ». Ces dernières vont être levées par l'exploitant ou un prestataire d'ici fin 2022 (bons d'interventions et de commande passés).</p> <b>Demande :</b> Finaliser les travaux et faire le contrôle périodique annuel complet comme prévu.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites administratives
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 4 -Protection contre la foudre des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2017, article 7.3-4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, protection contre la foudre
<b>Point de contrôle transféré:</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 04/11/2021</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : sans suite administrative</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 6 mois</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur. A cet effet, la chaufferie et les bâtiments de production et de stockage sont protégés contre la foudre.</p>
<b>Constat précédent :</b> <p>Le dernier contrôle périodique complet date de 2020. Il comporte des non-conformités sur le bâtiment SOG1.</p> <p>Depuis l'exploitant a fait effectuer des travaux de mise aux normes et a fait réaliser seulement un contrôle partiel sur le bâtiment SOG2.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les travaux concernant les dispositifs de protection contre la foudre sont réalisés à 75 %.</p> <p>Un procès verbal de réception des travaux a été réalisé par l'exploitant et présenté à l'inspection.</p> <p>Lors de l'installation du dernier dispositif de protection des problèmes de tenue de mât sont apparus. La fin des travaux est prévue pour septembre 2022 avec un contrôle périodique complet dans le mois qui suit.</p>
<b>Demande :</b> Finaliser les travaux et faire le contrôle périodique bisannuel complet comme prévu.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites administratives
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : 5 -Eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/02/2017, article 4.3-5

**Thème(s) :** Risques chroniques, eaux pluviales

**Point de contrôle transféré:**

- lors de la visite d'inspection du 04/11/2021
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : sans suite administrative
- date d'échéance qui a été retenue : 3 mois

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées et traitées si nécessaire avant rejet dans le milieu récepteur.

Pour le site SOGEVAL 2, la gestion des eaux de pluie de la phase 1 (création SOGEVAL 2) respecte les points suivants :

- réalisation d'un réseau de récupération des eaux de pluie des parkings et des voies de circulation muni d'un décanteur et d'un séparateur d'hydrocarbures (rejet inférieur à 5 mg/l),
- évacuation des eaux de voirie et des eaux de toiture (directement) dans un bassin de rétention de 1450 m<sup>3</sup> ayant un débit de fuite de 5 l/s via une pompe de relevage et après passage dans un dégrillage (enlèvement des feuilles),
- déversement dans un filtre à sable ayant une surface de 100 m<sup>2</sup> et une épaisseur de 1 m,
- infiltration dans un massif drainant composé de grave sableuse situé sous le filtre à sable et séparé de celui-ci par un géotextile anti-contaminant (filtration supérieure à 140 µm).

Les valeurs limites en concentration (mg/l) avant rejet dans le filtre à sable sont définies ci-dessous :

- 5,5 < pH < 8,5,
- MES < 35 mg/l,
- DCO < 125 mg/l,
- DBO5 < 30 mg/l,
- Hydrocarbures < 5 mg/l.

Pour le site SOGEVAL 1, l'exploitant mettra en place sous trois ans un dispositif équivalent dimensionné pour le volume d'eau de pluie récupéré sur les surfaces étanches (toitures et voiries) de cette partie du site comportant notamment un bassin de rétention. L'exploitant transmettra sous 2 ans une étude de dimensionnement des équipements associés.

**Constat précédent :**

La gestion des eaux de pluie de la partie du site SOGEVAL 2 respecte les points mentionnés dans l'arrêté préfectoral. Toutefois, il n'y a pas eu de contrôle sur les eaux avant rejet au filtre à sable en 2020. Pour la gestion des eaux de pluie de la partie du site historique SOGEVAL 1, le dispositif n'est pas équivalent et il n'y a pas de bassin de rétention.

Une étude a été réalisée mais seuls des travaux de "redirection" des écoulements ont été réalisés.



**Constats :**

En 2016, le dossier de mise à jour de l'autorisation ICPE du site comportait bien une partie « loi sur l'eau - IOTA » avec :

- la déclaration au titre de la rubrique 2.1.5.0 « rejet d'eaux pluviales pour une surface de projet > 1 ha mais < 20ha »
- la demande d'autorisation pour la rubrique 2.3.2.0 « recharge artificielle des eaux souterraines ».

C'est dans ce cadre que l'arrêté préfectoral de 2017 prévoit dans son article 4.3-5 les dispositions que le site doit prendre pour la gestion de ses eaux pluviales.

Lors de sa réponse à l'inspection de novembre 2021, l'exploitant a indiqué son plan d'action et a budgété pour 2024 les travaux nécessaires à la gestion des eaux de pluies pour la partie historique SOGEVAL 1.

Néanmoins, l'analyse des eaux de pluies de la partie historique Sogeval 1 de fin 2021 indique un dépassement des valeurs limites pour les MES : 140 mg/l pour une valeur limite de 35 mg/l.

Aucun dépassement n'est signalé pour la partie Sogeval 2.

En attendant les travaux de 2024, l'exploitant doit justifier l'impact nul de ses eaux pluviales sur l'environnement.

Rapidement, le dépassement en MES doit être confirmé ou non.

S'il s'agit d'un problème de prélèvement et que les prochaines valeurs respectent les valeurs limites, le site devra faire un suivi renforcé de ses eaux de pluies en attendant la fin des travaux (3 contrôles sur 12 mois glissants).

Dans le cas contraire, une mise en demeure pour la réalisation des travaux de gestion des eaux pluviales de Sogeval 1 pourra être proposée à la signature de la préfète.

**Demande :** Faire réaliser une analyse des eaux pluviales à la prochaine pluie pour la partie Sogeval 1 afin de vérifier si le dépassement MES est récurrent.

En fonction des résultats, un arrêté préfectoral sera pris (suivi renforcé ou mise en demeure).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites administratives

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : 6 - Suite INSP2019- constat 5 - durée limite d'entreposage**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 12/02/2016, article L542-1.1

**Thème(s) :** Situation administrative, déchets dangereux

**Prescription contrôlée :**

L'entreposage de matières ou de déchets radioactifs est l'opération consistant à placer ces substances à titre temporaire dans une installation spécialement aménagée en surface ou en faible profondeur à cet effet, avec intention de les retirer ultérieurement.

**Précédent constat :**

L'exploitant n'a toujours pas envoyé de dossier de porter-à-connaissance précisant la notion de temporalité des déchets qu'il gère pour ses clients.

L'exploitant a réalisé l'évacuation de nombreux "conteneurs historiques" sur son site, réduisant ainsi la durée d'entreposage moyenne.

Toutefois, il reste une douzaine de conteneurs dont l'entreposage dépasse les 36 mois sur site.

**Constats :**

Les derniers déchets "historiques" en gestion sur le site vont être évacués d'ici fin 2022.

Toutefois, l'exploitant n'a toujours pas fait parvenir de porter-à-connaissance à l'inspection des installations classées.

Un arrêté préfectoral complémentaire à l'arrêté d'autorisation d'exploitation va donc être proposé par l'inspection des installations classées afin de prescrire une durée maximale d'entreposage des déchets gérés pour les clients de l'exploitant à 36 mois.

**Type de suites proposées :** Suites administratives : prescriptions complémentaires (projet d'APC )

**Proposition de suites :** Sans objet